

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**

Armée de terre

**INSTRUCTION N° 48002/PM/1/B**

pour l'application de l'article 4 de la loi n° 51-158 réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française.

*Du 21 mars 1951*

**INSTRUCTION N° 48002/PM/1/B pour l'application de l'article 4 de la loi n° 51-158 réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française.**

*Du 21 mars 1951*

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 366.1.2.1.3.*

*Référence de publication : BO/G, p. 559.*

---

Aux termes de l'article 4 de la loi n° 51-158 (1) :

« Les officiers et les sous-officiers des troupes spéciales du Levant qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1946, ont rejoint l'armée française et s'y trouvent actuellement en service pourront, dans la limite des effectifs autorisés pour chaque grade par la loi de finances, après naturalisation française et sur demande agréée, être intégrés dans les cadres français avec le grade et la date de prise de rang qu'ils possèdent lors de leur intégration. »

« L'ensemble des services accomplis par ces officiers et sous-officiers avant leur intégration seront considérés comme accomplis dans l'armée française pour tous les droits y afférents. »

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions d'application de ces dispositions.

## **I. GÉNÉRALITÉS**

Les dispositions de l'article 4 sont applicables à tous les personnels visés à cet article, quel que soit le statut auquel ils sont actuellement soumis.

Les intégrations seront, en principe, effectuées dans l'arme ou le cadre du service dans lequel servent actuellement les intéressés, étant entendu que seuls les titulaires du diplôme d'État français de docteur en médecine pourront être admis dans le cadre des médecins. Toutefois, exceptionnellement des changements d'arme pourront être prononcés sur demande des intéressés.

Les grades à prendre en considération pour l'intégration sont ceux détenus par les intéressés à titre définitif, soit dans l'active, soit dans la réserve. Les officiers qui détiendraient un grade à titre temporaire conféré postérieurement au 30 septembre 1945 seront intégrés avec le grade qu'ils détiennent à titre définitif ; ils conserveront à titre temporaire le grade dont ils sont titulaires à ce dernier titre.

Les sous-officiers pourront être admis dans le corps des sous-officiers de carrière, en même temps que leur intégration sera prononcée, s'ils remplissent les conditions requises à cet effet.

Les sous-officiers qui ne seront pas admis dans ce corps :

- s'ils servent par tacite reconduction du contrat qu'ils avaient souscrit au titre des troupes spéciales du Levant, souscriront un rengagement dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur en matière de rengagement des Français dans les troupes métropolitaines et de marine ;
- s'ils servent par rengagement souscrit en application du décret 50-752 du 24 juin 1950 (2) continueront à servir au titre de ce rengagement jusqu'à son expiration, étant entendu qu'ils seront soumis au statut militaire français intégral à partir de la date de leur intégration (voir chapitre IV).

## **II. ÉTABLISSEMENT DES DOSSIERS DE DEMANDES**

Chaque dossier de demande, à établir par le chef de corps dont relève l'intéressé, devra comporter :

- la demande d'intégration de l'intéressé *mentionnant la référence du décret de naturalisation française* et indiquant l'arme dans laquelle il désirerait être admis dans le cas où il demanderait à changer d'arme.

Les sous-officiers qui, remplissant les conditions requises, désireraient être admis dans le corps des sous-officiers de carrière l'indiqueront dans leur demande ;

- un état signalétique et des services ;

- une copie certifiée conforme de la décision administrative (décret, arrêté, décision) ayant conféré à l'intéressé le grade dont il est actuellement titulaire ;

- un certificat d'aptitude physique, pour les sous-officiers demandant à être admis dans le corps des sous-officiers de carrière ;

- un résumé des notes obtenues et, éventuellement, un relevé des punitions encourues, depuis que l'intéressé est en service dans l'armée française ;

- dans le cas où l'intéressé demanderait à changer d'arme, l'appréciation du chef de corps sur ce point.

### III. TRANSMISSION DES DOSSIERS

Les dossiers, centralisés par les généraux commandants en chef ou commandants supérieurs des troupes ou par les généraux commandants de région, seront adressés avant le 15 mai 1951 :

- en ce qui concerne les personnels servant dans les troupes de marine, sur quelque territoire que ce soit, à la direction des troupes de marine ;

- en ce qui concerne les personnels servant dans les troupes métropolitaines, aux directions d'arme ou de service dont relèvent les intéressés.

En même temps que ces dossiers, les autorités précitées adresseront à la *DPMAT* (1<sup>er</sup> bureau) un état nominatif, du modèle ci-annexé, de tous les officiers et les sous-officiers relevant de leur commandement et ayant appartenu aux troupes spéciales du Levant.

Les dossiers des officiers et des sous-officiers qui obtiendront ultérieurement leur naturalisation française et désireraient être intégrés dans les cadres français seront adressés au fur et à mesure que les intéressés rempliront les conditions requises.

### IV. PROCÉDURE ET EFFETS DE L'INTÉGRATION

L'intégration, comportant éventuellement changement d'arme, sera prononcée : par décret, en ce qui concerne les officiers ; par décision ministérielle, en ce qui concerne les sous-officiers. Elle aura un caractère définitif.

Mention de cette intégration sera portée à l'encre rouge sur les pièces matricules des intéressés.

La date à partir de laquelle l'intégration prendra effet sera celle du décret ou de la décision.

A partir de cette date, les intéressés seront, à tous égards, soumis au statut militaire français intégral ; en particulier, ils concourront pour l'avancement, soit à l'ancienneté, soit au choix, avec les personnels français d'origine du corps ou du cadre correspondant.

La loi du 16 février 1951 ne prévoit pas l'intégration dans les cadres français des hommes de troupe qui, ayant appartenu aux troupes spéciales du Levant, servent actuellement dans l'armée française et ont obtenu leur

naturalisation.

Il est précisé que les personnels en cause servent sous statut militaire français intégral s'ils ont déjà souscrit un rengagement à titre français ou qu'ils peuvent, pour bénéficier de ce statut, souscrire un tel rengagement. Dans cette hypothèse, il convient de les rengager avec le grade dont ils sont éventuellement titulaires, les services qu'ils ont antérieurement accomplis, soit dans les troupes spéciales du Levant, soit dans l'armée française, étant à considérer, à tous égards, comme des services accomplis dans l'armée française.

*Figure 1. ÉTAT NOMINATIF*

**ÉTAT NOMINATIF**

**des officiers et des sous-officiers ayant appartenu aux troupes spéciales du Levant et actuellement en service sur le territoire de**

| Noms et prénoms   | Grade | Affectation |
|---|-------|-------------|
| <i>1<sup>o</sup> Militaires naturalisés français ayant demandé leur intégration dans les cadres français</i>  |       |             |
|   |       |             |
| <i>2<sup>o</sup> Militaires n'ayant pas encore obtenu la naturalisation française mais en ayant déjà fait la demande et désirant être intégrés dans les cadres français lorsque leur naturalisation sera prononcée.</i> |       |             |
|   |       |             |
| <i>3<sup>o</sup> Militaires naturalisés ou non ne désirant pas être intégrés dans les cadres français</i>   |       |             |
|   |       |             |

---

(1) BO/G, p. 557.

(2) BO/G, p. 3367.